



Bureau international du Travail

Annexe VI

Projet de Contrat No. 90/2015

Ventilation et conditionnement d'air des bureaux de l'OIT Abidjan

Genève, [date] 2015



Table of Contents

1. GENERALITES.....	3
2. MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	4
2.1 Planning:.....	4
2.2 Équipe du contractant:.....	5
2.3 Communications:.....	6
2.4 Rapports et réunions	667
2.5 Chantier:.....	7
2.6 Réception des Travaux	9910
3. MODIFICATION DES TRAVAUX.....	9910
4. PAIEMENT, CONDITIONS DU REGLEMENT ET PENALITES.....	101011
4.1 Paiement et Conditions de Règlement:	101011
4.2 Pénalités :.....	111112
4.3 Travaux en régie :.....	111113
5. ASSURANCES ET GARANTIES.....	111113
5.1 Assurances :.....	111113
5.2 Garanties :.....	121214
6. PRESCRIPTIONS ET REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	121214
6.1 Prescriptions:	121214
6.2 Règlement des différends et interprétation du contrat.....	121215



L'Organisation internationale du Travail,
représentée par le Bureau international du Travail,
établie 4 route des Morillons, CH-1211 Genève 22, Suisse,
d'une part,

et

[nom société]

dont le siège social est établi à

.....

d'autre part,

ci-après dénommés collectivement « les Parties »

Etant donné que le Bureau international du Travail (désigné ci-après comme le « BIT ») souhaite faire exécuter les travaux de **ventilation et conditionnement d'air des bureaux de l'OIT Abidjan** à Abidjan en Côte d'Ivoire (désigné ci-après comme les « Travaux »), tel qu'indiqué dans son appel d'offres N° 90/2015, et que la société **[nom société]** (désignée ci-après comme le « Contractant ») a offert de se charger de l'exécution desdits travaux.

En conséquence, le BIT et le Contractant sont convenus de ce qui suit:

1. GENERALITES

1.1 Le contrat est constitué par les documents, normes et textes légaux suivants énumérés dans leur ordre de priorité. En cas d'incompatibilité entre ces pièces, chacune d'elle prévaut sur celle qui lui succède:

- (a) Le présent document du contrat, valablement signé par les deux Parties;
- (b) Les Termes et conditions applicables aux contrats du BIT, en **annexe 1** ;
- (c) Le Planning des Travaux, en **annexe 2** ;
- (d) Le dossier complet de l'appel d'offres comprenant le cahier des charges, les descriptifs et spécifications techniques ainsi que les éventuels plans, en **annexe 3** ;
- (e) L'offre du Contractant datée du **[date]**, en **annexe 4** ;
- (f) Les textes législatifs, administratifs, réglementaires, techniques et technologiques, en vigueur, de la Côte d'Ivoire et les normes techniques et technologiques publiées en France et rendues applicables en Côte d'Ivoire, pour autant qu'ils ne dérogent pas et ne soient pas contraires aux termes du présent contrat ou aux autres dispositions intégrées sous les paragraphes (b) à (e) ci-dessus.

Les termes «Maître» et «Maître de l'ouvrage» qui apparaissent dans les pièces susvisées désignent le BIT.

1.2 Les bases légales des droits ivoirien et français auxquelles l'Appel d'offre ferait référence seront opposables au Contractant en application du présent contrat. Compte tenu de la nature juridique de l'Organisation internationale du Travail (désignée ci-après comme « l'OIT ») et conformément à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées du 21 novembre 1947, signée par la Côte d'Ivoire le 8 septembre 1961 et rendue applicable à



l'OIT le 28 décembre 1961, les obligations découlant de ces bases légales ne sauraient être opposables en tant que telles à l'OIT ou à son secrétariat, le BIT.

- 1.3 L'article III, Section 4 de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées spécifie : «Les institutions spécialisées, leurs biens et leurs avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où elles y ont expressément renoncé dans un cas particulier ». Par conséquent, l'OIT ne se considère pas obligée de suivre une procédure d'autorisation de construire ni d'appliquer automatiquement les normes ivoiriennes. Cependant, l'OIT respectera dans toute la mesure du possible, les règlements en vigueur sur le lieu où se trouvent ses bâtiments.
- 1.4 Le Contractant s'engage à effectuer les déclarations de travaux nécessaires auprès des autorités compétentes.
- 1.5 Le présent contrat entrera en vigueur dès sa signature par les deux Parties et la réception de la garantie de remboursement d'acompte prévue au paragraphe 5.2.2 du contrat. Il viendra à expiration lorsque les Parties auront rempli leurs obligations respectives ou de toute autre manière conforme aux dispositions du présent contrat.

2. MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX

2.1 Planning:

- 2.1.1 Le Contractant confirme s'être rendu sur le site avant la conclusion de ce contrat afin d'apprécier sous sa seule responsabilité, la nature, la durée et la difficulté des travaux à exécuter (ci-après « les Travaux »).
- 2.1.2 L'offre du Contractant ne comprend pas le coût des Travaux ou frais résultant d'éventuelles découvertes de substances ou matériaux réputés toxiques.
- 2.1.3 Les plans et les documents nécessaires à l'exécution des Travaux sont fournis par le BIT conformément au paragraphe 4.2 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT, en **annexe 1**. Le Contractant confirme avoir demandé et reçu du BIT, avant la signature du contrat, les plans et indications qui lui sont nécessaires pour respecter ses engagements.
- 2.1.4 Une fois les plans et les documents nécessaires à l'exécution des Travaux en sa possession, le Contractant doit fournir, pour approbation du BIT, le Planning détaillé des Travaux (le « Planning ») mentionnant les délais et les effectifs prévus pour les réaliser.
- 2.1.5 Le BIT s'engage à fournir l'électricité et l'eau nécessaires à la réalisation des Travaux et à prendre toute disposition raisonnablement demandée par le Contractant pour lui permettre d'exécuter les Travaux.
- 2.1.6 Le Contractant est tenu d'attirer l'attention du BIT, immédiatement et par écrit, sur toute circonstance, et notamment toute erreur, qu'il pourrait constater dans l'appel d'offre, dans les plans et documents fournis par le BIT ou dans les instructions reçues du BIT, susceptibles de compromettre la bonne exécution du contrat. Notamment, toutes les dimensions d'ouvrage décrites dans le cahier des charges annexé au présent contrat sont considérées comme des estimations et doivent être vérifiées dans les études techniques du Contractant.



- 2.1.7 Le Contractant commence les Travaux le [date] et les termine le [date], conformément au Planning établi entre les Parties, en **annexe 2**.
- 2.1.8 Sans préjudice du paragraphe 4.2 du présent contrat et du paragraphe 9.4 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT en **annexe 1**, les modifications du Planning pourront avoir des conséquences sur le plan de paiement prévu à l'article 4 du contrat, qui devra être modifié en conséquence.
- 2.1.9 Le Contractant informe le BIT immédiatement et par écrit de tout événement pouvant causer un retard dans le Planning. En cas d'acceptation, par le BIT, des raisons du retard, les Parties devront établir par écrit un Planning modifié qui prendra la forme d'un avenant au contrat.
- 2.1.10 Pour chaque étape, le Contractant doit avertir immédiatement le BIT s'il constate qu'il ne pourra intervenir dans les délais indiqués au Planning. Seul le BIT est compétent pour différer les délais d'interventions. En cas d'intervention différée, aucune revendication du Contractant ne sera prise en compte.
- 2.1.11 Le Contractant s'engage à assister à tous les rendez-vous de chantier où il est convoqué.

2.2 Choix des fournitures et matériaux :

- 2.2.1 Le Contractant est entièrement responsable des fournitures et matériaux qu'il utilise.
- 2.2.2 Il doit également informer le BIT du temps nécessaire à la commande et à la réception des matériaux choisis. Le Planning tient compte de ces délais.
- 2.2.3 Le Contractant s'engage également, pour lui-même et pour ses sous-traitants éventuels, à privilégier l'utilisation de matériaux et d'éléments de construction qui respectent l'environnement. Pour ce faire, le Contractant s'engage à respecter les dispositions ivoiriennes relatives aux choix des matériaux de construction.
- 2.2.4 Les quantités éventuellement indiquées dans l'appel d'offres du BIT sont approximatives et ne sont en aucun cas valables pour la commande des matériaux. Le Contractant a l'obligation de définir par écrit, préalablement à l'exécution des Travaux, les quantités de fournitures et matériaux nécessaires. En tout état de cause les quantités indiquées dans l'offre n'engagent que le Contractant et ne pourront donner lieu à une augmentation du prix et du délai en cas de dépassement.

2.3 Équipe du contractant:

- 2.3.1 Le Contractant exécute avec compétence, attention et diligence les Travaux. Il remplit ses obligations de façon efficace et économique conformément aux techniques et pratiques généralement acceptées; pratique une saine gestion; utilise des techniques de pointe appropriées et des équipements, machines, matériels et procédés sûrs et efficaces. Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le Contractant se comporte toujours en conseiller loyal du BIT, et défend en toute circonstance les intérêts du BIT dans ses rapports avec ses sous-traitants éventuels ou les tiers.
- 2.3.2 Conformément au paragraphe 4.9.3 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT en **annexe 1**, si le BIT découvre qu'un des membres de l'équipe du Contractant (i) s'est rendu coupable d'un manquement sérieux ou est poursuivi pour crime ou délit, ou (ii) ne donne pas satisfaction, le Contractant devra, sur demande motivée du BIT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience seront acceptables pour le BIT.



- 2.3.3 Le Contractant est avisé qu'en tout temps, avec un préavis de 24 heures, le BIT peut arrêter le chantier et interdire l'accès au site du BIT au Contractant en cas d'évènement important, notamment en cas de visite du BIT par un chef d'Etat ou autre personnalité importante. En principe, de tels arrêts ne peuvent durer plus qu'une journée. En aucun cas il ne sera accordé de dédommagement ou d'indemnité pour les conséquences de la suspension des Travaux.
- 2.3.4 Le Contractant s'engage à respecter toutes les dispositions de la loi nationale qui lui sont applicables en matière de conditions de travail et le cas échéant les règles relatives au respect de la législation ivoirienne en matière de travailleurs détachés. Le Contractant s'engage également à maintenir son affiliation aux différents organismes sociaux, à respecter la (les) convention(s) collective(s) de la branche à laquelle il appartient et à être en règle de ses cotisations patronales.

2.4 Communications:

2.4.1 A l'attention du BIT

Les communications écrites portant sur des questions techniques seront adressées à INTSERV [à compléter] :

Bureau international du Travail,
FACILITIES
4 route des Morillons,
CH-1211 Genève 22,
Suisse
Fac-similé: (22) 799 77 89
Téléphone: (22) 799 68 05
e-mail: dubuis@ilo.org
Télex: 415 647 ILO CH

Les communications écrites portant sur des questions contractuelles seront adressées à PROCUREMENT ;

Bureau international du Travail,
PROCUREMENT
4 route des Morillons,
CH-1211 Genève 22,
Suisse
Fac-similé: (22) 798 85 29
Téléphone: (22) 799 76 02
e-mail: pcrt@ilo.org
Télex: 415 647 ILO CH

2.4.2 A l'attention du Contractant

Les communications écrites portant sur des questions techniques seront adressées à [à compléter].

Les communications écrites portant sur des questions contractuelles seront envoyées à [à compléter].

2.5 Rapports et réunions

- 2.5.1 Au cours de l'exécution des Travaux, le Contractant soumet au BIT des rapports relatifs à l'exécution de chacune des étapes définies dans le Planning.



- 2.5.2 Seule l'approbation d'un rapport permet de valider le paiement correspondant et, le cas échéant, le passage à l'étape suivante. Les dates de l'échéancier de paiement seront donc modifiées en cas de changement dans le Planning. Les Parties conviendront alors d'un Planning modifié qui prendra la forme d'un avenant au contrat.
- 2.5.3 Des réunions de coordination auront lieu à la demande de l'une des deux Parties. Les PV seront rédigés par le Contractant et envoyés dans les cinq (5) jours ouvrables au BIT. Le BIT disposera de cinq (5) jours ouvrables pour formuler des commentaires ou pour les approuver en l'état.
- 2.5.4 Les rapports mentionnés au paragraphe 2.4.1, ainsi que les documents énoncés au paragraphe 6.1.1 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT en **annexe 1**, et le dossier de révision, seront envoyés au Bureau international du Travail à l'adresse indiquée au paragraphe 2.3.1.

2.6 Chantier:

Surveillance des travaux :

- 2.6.1 Le BIT s'engage à désigner un responsable de projet pour la gestion, le suivi au quotidien et le bon déroulement des Travaux, qui sera en l'occurrence **[à déterminer]** ;
- 2.6.2 La surveillance des Travaux exercée par le BIT ne dispense pas le Contractant de sa propre obligation de surveillance. Le Contractant reste entièrement responsable de la bonne exécution des Travaux et de ses obligations diverses relatives à la protection des personnes et des biens.
- 2.6.3 Le Contractant transmettra au BIT un rapport hebdomadaire de chantier mentionnant l'état d'avancement des Travaux, l'organisation de ceux à exécuter et les notes relatives aux visites de chantier.

Gestion, tri, évacuation et élimination des déchets :

- 2.6.4 Le Contractant est responsable de la gestion, du tri, de l'évacuation et de l'élimination des déchets générés par les Travaux. En cas de gestion défectueuse de ces déchets, le Contractant est tenu d'informer sans retard le BIT.
- 2.6.5 Le Contractant fournira au BIT une preuve de l'élimination adéquate des déchets dont il est responsable.
- 2.6.6 Le Contractant prend un soin particulier à faire assurer le nettoyage du chantier par les entreprises réalisant des Travaux dont il assure le suivi et le contrôle et prend toutes les dispositions pour éviter tout désagrément pour le personnel travaillant à proximité du chantier. Il met également tout en œuvre pour éviter que les biens du BIT soient détériorés.

Mesures de sante et de sécurité, organisation et conduite du chantier :

Clauses communes

- 2.6.7 Le Contractant s'engage, pour lui-même et pour ses sous-traitants éventuels, à respecter les dispositions légales et réglementaires du droit ivoirien en matière de sécurité, de santé et de protection des travailleurs. Il observe en particulier les dispositions des lois sur le travail, sur l'assurance accident et la sécurité au travail. Si le Contractant est lié par des conventions collectives ou tout autre accord semblable, il s'engage à en respecter scrupuleusement les dispositions.



- 2.6.8 Le Contractant est responsable de toute violation des dispositions légales en matière de sécurité, de santé et de protection des travailleurs à l'égard de ses employés, ou des employés de ses sous-traitants. Il met le BIT à l'abri de toute réclamation.
- 2.6.9 S'il apparaît au BIT que le Contractant ou ses sous-traitants éventuels ne se conforment pas aux dispositions des paragraphes 2.6.7 et 2.6.8 ci-dessus, le BIT pourra résilier immédiatement le contrat, sans aucune indemnité pour le Contractant.
- 2.6.10 Le Contractant prend en permanence toutes mesures nécessaires visant à prévenir les risques d'accidents ou d'atteintes à la santé du personnel du BIT, du personnel de son entreprise et des tiers. Le Contractant a également pris en considération que le bâtiment est occupé durant toute la durée des Travaux.
- 2.6.11 Le Contractant respecte sans délai toutes dispositions et mesures permanentes, temporaires ou ponctuelles, y compris les consignes en cas d'urgence, régissant la sécurité au BIT et en informera son personnel. Le Contractant sera informé par le BIT desdites dispositions et mesures permanentes, temporaires ou ponctuelles, soit par écrit, soit oralement, l'information devant alors être consignée dans un procès-verbal. A ce titre, si le Contractant estime que le respect des dispositions ou mesures de sécurité sont de nature à allonger le temps d'exécution des Travaux, il en informe aussitôt le BIT par écrit. Le Contractant et le BIT déterminent alors d'un commun accord le délai complémentaire devant être accordé au Contractant.
- 2.6.12 Si le Contractant requiert la présence dans l'enceinte du BIT d'experts, d'inspecteurs ou toute autre personne de l'administration pour l'assister dans l'exécution ou la certification des Travaux, il sollicite du BIT, avec un délai suffisant, l'autorisation de laisser entrer ces personnes dans le bâtiment.
- 2.6.13 Le Contractant met en place des panneaux signalétiques, l'éclairage et la clôture du chantier.
- 2.6.14 Tous les bâtiments du BIT sont classés « zone non-fumeur » et le Contractant veillera au respect de cette règle.
- 2.6.15 Le stationnement des véhicules du Contractant sur des emplacements non autorisés (places réservées, trottoirs, pelouses, etc.) est interdit et constitue une violation du présent contrat.

Sécurité sur le site du BIT

- 2.6.16 Le Contractant doit impérativement fournir au BIT une copie de la carte d'identité de l'ensemble des personnes devant travailler sur le site du BIT. Le Contractant doit veiller à ce que son personnel, ainsi que ses sous-traitants éventuels devant intervenir dans l'enceinte du bâtiment du BIT, sont munis d'un badge de sécurité nominatif délivré par le service de sécurité du BIT.
- 2.6.17 Avant le début des Travaux, le BIT communique au Contractant le nom de la ou des personnes responsables de la sécurité au BIT de qui ou desquels le Contractant reçoit des instructions en la matière.
- 2.6.18 Conformément à la législation ivoirienne en vigueur, le Contractant est responsable de la sécurité et de la santé de son personnel. En revanche, le BIT est responsable de l'identification des risques liés à d'autres activités dans le bâtiment.

Incendie, accident, attentat, risques divers, mesures urgentes de sécurité



- 2.6.19 En cas d'incendie, d'accident, d'attentat ou de tout autre événement assimilé, toute mesure de sécurité sera prise sous la conduite du responsable de la sécurité du BIT. Il appartient au BIT seul de contacter les secours. Le BIT affichera à proximité du chantier, le nom du responsable de la sécurité du BIT et les consignes de sécurité à respecter par le Contractant et ses sous-traitants. .
- 2.6.20 Lorsque, au cours de la mise en œuvre de mesures urgentes de sécurité, l'état du chantier présente lui-même un risque d'incendie ou d'accident, ou tout autre risque, le Contractant le signale au personnel de sécurité du BIT, qui lui donnera des consignes particulières de sécurisation ou de prévention.

Conditions de livraison, utilisation des ascenseurs et monte-charges, nuisances sonores

- 2.6.21 Pour la livraison des marchandises, le quai de livraison du BIT sera le seul accès utilisé par les véhicules de livraison de marchandises selon les créneaux horaires suivants : du lundi au vendredi/samedi, de 8h à 12h et de 13h à 17h. Tout accès en dehors de ses créneaux horaires devra être convenu à l'avance avec le responsable de la sécurité.
- 2.6.22 L'utilisation des ascenseurs et monte-charges pour le transport du matériel et de l'outillage ne sera possible qu'après accord du BIT. Le sol et les parois devront être protégés afin d'éviter tout risque de dégradation. Le Contractant devra utiliser ses propres moyens de manutention pour l'acheminement du matériel.
- 2.6.23 Sauf autorisation préalable du BIT, les Travaux pouvant générer des nuisances sonores sont à effectuer durant les périodes suivantes, selon le lieu des Travaux :
- (a) à proximité des salles de conférences : les Travaux sont à effectués en dehors des heures de conférences habituelles, soit avant 8h soit entre 13h et 14h30 soit après 18h00, afin de ne pas déranger le déroulement des conférences ou les conditions de travail des délégués et des interprètes ;
 - (b) dans les autres parties du bâtiment et si ces nuisances sont supérieures aux normes locales en vigueur: les Travaux sont à effectués en dehors des heures normales de travail, soit avant 8h soit après 18h.

2.7 Réception des Travaux

- 2.7.1 La procédure de réception des Travaux [à déterminer avec la société]. Le BIT décide librement si des réceptions partielles doivent avoir lieu et, dans l'affirmative, définit la partie des Travaux concernée (par exemple après l'achèvement d'une partie des Travaux formant un tout).
- 2.7.2 Lors de la réception définitive, qui sera constatée par un procès-verbal rédigé par Parties, un rapport final comprenant la garantie du Contractant et toutes les garanties éventuelles des fournisseurs d'équipements, sera soumis au BIT.

3. MODIFICATION DE COMMANDE

- 3.1 Conformément au paragraphe 12.1 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT en **annexe 1**, la modification de commande est une instruction du BIT adressée au Contractant lui demandant de modifier le contenu d'un ou plusieurs Travaux prévus au contrat. A réception d'une telle instruction, le Contractant est tenu de soumettre au BIT, dans les meilleurs délais, un devis pour l'exécution de cette instruction précisant, notamment, les éventuelles modifications de prix et de délais. Le devis est établi sur la base des prix indiqués dans l'offre de base du Contractant, dans **l'annexe 5**, pour un



travail ou une prestation similaire. Si aucun de ces prix n'est applicable, de nouveaux prix seront calculés sur la base des prix du marché suisse.

- 3.2 La modification de commande ne devient effective que par l'acceptation écrite du devis par le BIT. Dans ce cas, la modification doit faire l'objet d'un avenant au contrat.
- 3.3 De même, si des Travaux dont le Contractant ne pouvait prévoir la nécessité d'exécution au moment de la signature du contrat, doivent être effectuées, ces Travaux font l'objet d'un devis comme indiqué au paragraphe 3.1 ci-dessus.
- 3.4 Si les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le montant de la rémunération des Travaux supplémentaires, le BIT a le droit d'y renoncer ou de les confier à un tiers, sans que cela donne lieu à une indemnité pour le Contractant.
- 3.5 Si une modification du projet ou des circonstances propres dans lesquelles le projet est exécuté impliquent une réduction importante des Travaux du Contractant prévus dans les documents du contrat, le BIT bénéficie d'une réduction de la rémunération due. Cette réduction se calcule d'un commun accord entre les Parties proportionnellement aux Travaux exécutés selon les prix indiqués dans l'offre du Contractant dans l'**annexe 5**.
- 3.6 Si ces modifications entraînent une augmentation ou une diminution des coûts et/ou des délais d'exécution du contrat, des ajustements équitables seront apportés aux prix ou au Planning des Travaux, ou aux deux, et les dispositions du contrat seront modifiées en conséquence d'un commun accord entre les Parties.

4. PAIEMENT, CONDITIONS DU REGLEMENT ET PENALITES

4.1 Paiement et Conditions de Règlement:

- 4.1.1 Les prestations du Contractant sont rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire d'un montant de [à compléter] francs CFA et payable sur la base des dispositions indiquées ci-après:

[à compléter]

Ce prix forfaitaire indiqué au paragraphe 4.1.1 doit comprendre tout ce qui est nécessaire à l'exécution des Travaux selon les règles du cahier de charges contenu dans l'annexe 3. Le prix indiqué au présent contrat s'entend hors TVA, le BIT étant exonéré de la TVA du fait de son statut d'organisation internationale.

Lorsqu'une partie des Travaux fait l'objet d'un paiement sur la base de prix unitaires, ces prix unitaires seront maintenus par le Contractant jusqu'à la fin des Travaux, même si ceux-ci devaient être partiellement différés ou exécutés par étapes.

- 4.1.2 Les paiements des Travaux n'auront lieu que contre factures indiquant la partie et la nature des Travaux exécutés et dûment envoyées et acceptées par le BIT conformément au paragraphe 3.2 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT en **annexe 1**.
- 4.1.3 Toute demande de paiement doit être adressée par le Contractant au BIT, à l'adresse suivante:

Bureau de pays de l'OIT
Centre de Contrôle Immeuble du Bureau régional de l'OIT



Boulevard Lagunaire
Commune du Plateau
BP 3960 Abidjan 01
Côte d'Ivoire

- 4.1.4 Tout remboursement dû au BIT par le Contractant sera effectué en francs CFA et dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la notification écrite du BIT.

4.2 Pénalités :

- 4.2.1 Conformément au paragraphe 9.4 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT en **annexe 1**, les Parties conviennent que si le Contractant est en retard dans l'exécution de ses obligations contractuelles, le Contractant verse au BIT à titre de dommages-intérêts, une somme égale à **[à compléter]** francs CFA par jour calendaire de retard jusqu'à l'exécution de ses obligations.
- 4.2.2 Les dispositions du paragraphe 9.4 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT en **annexe 1**, restent applicables pour les autres cas de violation des obligations contractuelles.

4.3 Travaux en régie :

Sauf disposition contraire au présent contrat, seules les tâches urgentes, les Travaux de dépannage ou concernant une prestation non quantifiable, exécutés sur ordre écrit du BIT, seront facturés aux prix de régie.

5. ASSURANCES ET GARANTIES

5.1 Assurances :

- 5.1.1 Sans préjudice des dispositions du Titre 4.10 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT en **annexe 1**, le Contractant souscrit à ses frais les assurances couvrant les risques suivants et en informe le BIT:
- (a) Une assurance Responsabilité Civile envers les tiers, y compris le BIT, dommages corporels et matériels confondus.
 - (b) Une assurance couvrant les risques d'incendie, explosion, dégâts des eaux pour les biens lui appartenant (outillage, marchandises).
- 5.1.2 Les obligations d'assurance du Contractant définies dans cet article s'étendent aux faits de ses fournisseurs éventuels. A ce titre, il se porte seul garant de la couverture en responsabilité civile à l'égard des tiers, y compris le BIT et les membres de son personnel, pour tout dommage corporel, matériel ou de tout vol qui résulterait de l'exécution des Travaux ou serait lié au contrat de quelque façon que ce soit.
- 5.1.3 Le BIT souscrit à ses frais les assurances couvrant les risques d'incendie, explosion et dégâts des eaux pour la totalité des bâtiments concernés par le contrat et leur contenu, y compris les installations dont l'entretien est confié au Contractant.



5.2 Garanties :

- 5.2.1 Les frais d'établissement des garanties ci-dessous sont à la charge exclusive du Contractant. Ces garanties seront soumises aux « Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande » de la Chambre de Commerce Internationale (publication ICC No. 458), suivant les modèles communiqués au Contractant par le BIT avant la signature de contrat.

Garantie de bonne exécution

- 5.2.2 Une garantie bancaire de bonne exécution à première demande d'un montant égal à 10% du prix du contrat sera délivrée en faveur du BIT dans un délai d'un mois à compter de la signature du contrat. L'entrée en force du contrat ne sera effective qu'à réception de cette garantie bancaire. La validité de cette garantie sera de six (6) mois après la date de fin des Travaux telle qu'envisagée au Planning des étapes lors de la signature du contrat. Toutefois, cette garantie pourra s'éteindre avant cette date par la remise par le BIT à la banque ou autre établissement de cautionnement de la copie du procès-verbal de réception des Travaux. Cette copie sera transmise à la banque ou autre établissement de cautionnement dans les 30 jours suivant l'établissement du procès-verbal. La durée de validité de cette garantie devra être ajustée à l'initiative du Contractant en cas de modification du Planning des étapes. Sa valeur devra également être ajustée à l'initiative du Contractant en cas de modification du montant du contrat.

6. PRESCRIPTIONS ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

6.1 Prescriptions:

- 6.1.1 Les prétentions fondées sur des défauts de l'ouvrage se prescrivent par cinq (5) ans à compter de la réception des Travaux ou de la partie d'ouvrage considérée. De tels défauts peuvent faire l'objet d'une réclamation à tout moment pendant les deux (2) premières années après la réception des Travaux. Une fois ce délai écoulé, les défauts doivent faire l'objet d'une réclamation immédiate dès leur découverte. Les dommages résultant d'une réclamation tardive sont à la charge du BIT.
- 6.1.2 Six (6) mois avant la fin de la période de garantie de deux (2) ans mentionnées ci-dessus le Contractant procédera avec le BIT à une vérification de l'état des ouvrages qui ont fait l'objet du contrat. Cette visite fera l'objet d'un procès-verbal établi par les Parties. La présence du Contractant à cette visite de vérification fait partie intégrante des obligations de contrôle des Travaux à la charge du Contractant et donne lieu à rémunération supplémentaire en tant que service additionnel.

6.2 Règlement des différends et interprétation du contrat

- 6.2.1 Les différends survenant entre les Parties quant à l'interprétation ou l'exécution du contrat sont traités suivant les dispositions du Titre 13 des Termes et conditions applicables aux contrats du BIT, en **annexe 1**. Les débats se déroulent en français.
- 6.2.2 Les frais d'arbitrage sont exclusivement supportés par la Partie perdante ou, le cas échéant, partagés par les Parties si le Tribunal arbitral en décide ainsi. Les honoraires versés respectivement par l'une ou l'autre Partie à son éventuel représentant ainsi qu'à son ou ses conseils restent à la charge exclusive de cette Partie.
- 6.2.3 L'interprétation et l'exécution du contrat sont régies par les documents énumérés dans leur ordre de priorité au paragraphe 1.1 du présent contrat. A titre subsidiaire et sauf



démonstration d'un principe général de droit international public contraire, les droits suisse et genevois sont acceptés comme expression adéquate des principes généraux en matière de construction pour l'interprétation et l'exécution du présent contrat.

Fait en deux exemplaires originaux.

**Pour l'Organisation internationale
du Travail**

.....
(signature)

Giorgio Fraternale

Chef du Bureau des achats et contrats

Genève le [date] 2015

Pour le Contractant

.....
(signature)

Genève le [date] 2015